

Stratégie de promotion de l'investissement et de la formation d'alliances stratégiques - Taïwan

Taïwan a accompli le miracle économique d'industrialiser sa société largement agraire en l'espace d'une génération

Objectifs

- Promouvoir le Canada comme un endroit sûr où les Taïwanais peuvent investir et comme un site de choix pour développer les intérêts commerciaux de Taïwan, dont celui de pénétrer le marché nord-américain créé par l'ALENA.
- Encourager les entreprises canadiennes de haute technologie à trouver des investisseurs en capital risque et des partenaires pour développer et commercialiser conjointement de la technologie à Taïwan et en Asie du Sud-Est.
- Promouvoir le savoir-faire du Canada dans le développement d'infrastructures, particulièrement dans les secteurs du transport en commun de grande vitesse, de l'aviation et des télécommunications, et faire valoir les projets conjoints qu'il a réalisés dans les pays tiers.
- Promouvoir les services canadiens dans le domaine de l'enseignement et de la formation en entreprise.

Contexte

L'économie taïwanaise continue de croître rapidement grâce à la diversification, au développement technologique et aux investissements stratégiques à l'étranger. En raison de ses importantes réserves de devises étrangères (92 milliards de dollars américains à la fin de 1995), Taïwan constitue encore une importante source de capital risque pour les entreprises de haute technologie et d'exploitation de ressources naturelles, de même qu'une source d'entrepreneurs prêts à immigrer.

Taïwan a aujourd'hui trois défis à relever : gérer ses relations complexes avec la nouvelle

superpuissance que représente la Chine continentale; consolider ses réformes et ses pratiques démocratiques et transformer son fructueux complexe manufacturier orienté vers les exportations en une économie post-industrielle de haute technologie à valeur ajoutée.

Taïwan a accompli le miracle économique d'industrialiser sa société largement agraire en l'espace d'une génération. On y dénombre 21,3 millions d'habitants dont le revenu annuel par tête est de 14 000 dollars américains. La croissance économique a ralenti pour s'établir aux alentours de 6,6 % pour 1997 et, conjuguée à des prix plus élevés pour les terrains et la main-d'oeuvre, a amené les fabricants taïwanais à investir dans des villes de l'Asie du Sud-Est et du continent chinois où les coûts de main-d'oeuvre sont faibles. On investit davantage en Asie du Sud-Est que sur le continent chinois, mais Taïwan est de loin le deuxième investisseur en importance en Chine; et la valeur du commerce bilatéral a atteint 24 milliards de dollars en 1995.

Bien que le Canada ait observé, depuis 1970, la politique d'une seule Chine et qu'il n'entretienne aucune relation diplomatique avec Taïwan, il a cependant de nombreux contacts économiques et commerciaux avec cette économie ainsi qu'avec la population en général. Pour accroître les liens avec Taïwan sur le plan du commerce, de l'investissement et du tourisme, la Chambre de commerce du Canada a mis sur pied le Bureau du commerce canadien à Tai-pei (BCCT) en 1986. Bien que les échanges entre le Canada et Taïwan aient augmenté de façon soutenue, atteignant près de 5 milliards de dollars en 1995 et faisant de Taïwan le huitième partenaire commercial en importance du Canada, Taïwan a un surplus d'environ 600 millions de dollars et élève toujours un certain nombre d'obstacles relativement à nos exportations, particulièrement en ce qui a trait aux aliments, aux poissons ainsi qu'aux services financiers et juridiques.

Les liens qu'entretient le Canada avec la population taïwanaise en général s'intensifient, avec une progression importante dans les secteurs du tourisme, de l'éducation et de l'immigration. Le nombre de visas de séjour accordés aux Taïwanais a augmenté de 55 % en 1994 et de 67 % en 1995 pour s'établir à 100 000, et avait déjà atteint 100 000 en septembre 1996. Les touristes taïwanais ont injecté plus de 130 millions de dollars canadiens dans l'économie canadienne en 1995 et ont dépensé en moyenne plus d'argent par séjour que les touristes en provenance de tout autre pays sauf